

TURQUIE ET MOYEN-ORIENT

Erdogan veut capitaliser sur l'absence de leadership arabe

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, vient d'achever une tournée triomphale dans trois pays du Printemps arabe, un succès facilité par l'absence de leadership dans la région et dont la portée sur le long terme reste incertaine.

Une foule enthousiaste à l'aéroport du Caire, un cortège salué par une forêt de drapeaux turcs, un accueil chaleureux à Tunis, et des rebelles libyens qui louent le «modèle turc» : M. Erdogan s'est déplacé en «rock star», écrivent les commentateurs, et il a fait oublier la vieille idée d'une animosité séculaire entre Arabes et Turcs. Il a critiqué Israël, affirmé que la reconnaissance d'un Etat palestinien n'était pas une «option» mais une «obligation», et vigoureusement soutenu les révolutions et révoltes en cours, en particulier en Syrie. «Un grand succès dans la rue arabe», note l'analyste Sinan Ulgen, qui dirige le Centre des études économiques et de politique étrangère (Edam), à Istanbul. «Mais pour ce qui est du succès à long terme auprès des nouveaux dirigeants arabes, on verra avec le recul», tempère-t-il.

Hier, le ministre des Affaires étrangères a, dans une rhétorique tiers-mondiste, dessiné de grandes ambitions pour la Turquie, pays

émergent à forte croissance économique et seul membre majoritaire-musulman de l'Otan. «La Turquie ne faiblira pas dans son soutien à ceux qui demandent pacifiquement d'avoir la chance de participer à la formation d'un avenir meilleur. La Turquie s'élèvera contre ceux qui utilisent la force pour défaire les masses qui réclament le changement», a dit Ahmet Davutoglu au journal *Hürriyet Daily News*. Selon Sinan Ulgen, Erdogan profite d'un vide, qui se décline en trois volets : «Illégitimité du pouvoir américain après l'intervention en Irak, inefficacité de la politique européenne, et absence de leadership du monde arabe.» «Il y a un espace vide, il n'y a plus de puissance arabe, et c'est la Turquie qui l'occupe», note Bertrand Badie, professeur en relations internationales (Paris). «Nous aspirons à un Etat démocratique et musulman en s'inspirant du modèle turc», a déclaré le président du Conseil national de transition libyen (CNT), Moustapha



Recep Tayyip Erdogan.

Photo : DR.

Abdeljalil. Le modèle turc ? M. Erdogan, un dirigeant issu de l'islam politique, a étonné les commentateurs en dépassant son slogan habituel de compatibilité entre islam et démocratie pour évoquer un Etat laïque qui se tient «à égale distance de tous les groupes religieux, dont l'islam, les chrétiens, les juifs et les athées». Déclaration faite à Tunis,

où le mouvement islamiste Ennahda (Renaissance), qui se réclame du modèle turc, part grand favori pour les élections d'octobre. Mais au-delà du succès immédiat de ce périple arabe, quelle portée, quelle influence attendre de la Turquie sur la région, à plus long terme ? «Erdogan est applaudi dans les déclarations publiques.

Mais quand les portes se referment, on entend des choses comme : Ces Turcs, ils poussent un peu trop le bouchon», affirme le journaliste Mehmet Ali Birand, qui note que le dirigeant turc s'emploie à «démontrer l'incompétence» des Arabes sur la question palestinienne, ce qui pourrait s'avérer contre-productif.

Irritation perceptible en Egypte, note Sinan Ulgen

Les autorités égyptiennes ont ainsi dissuadé M. Erdogan de se rendre à Ghaza en marge de sa visite au Caire, comme il voulait le faire en empruntant le point de passage égyptien de Rafah, rappelle-t-il. Une visite qui aurait encore rehaussé son image de champion de la cause palestinienne. «Il y a un jeu d'influences entre la Turquie en l'Egypte», qui tient à conserver son rôle dans le conflit israélo-palestinien, ajoute-t-il. «Les relations entre les deux pays n'étaient pas très bonnes sous Hosni Moubarak. L'idée est maintenant d'appuyer sur la touche "reset", de faire table rase, et d'essayer de s'entendre pour peser ensemble dans la région».

LIBYE

Farouche résistance des pro-Kadhafi dans leurs derniers bastions

Les forces du nouveau régime en Libye faisaient face hier à une farouche résistance des troupes fidèles au dirigeant déchu Mouammar Kadhafi dans leurs bastions de Syrte et Bani Walid, théâtre de combats meurtriers.

La prise de contrôle de Syrte et Bani Walid est néanmoins une affaire de «quelques jours», selon Ahmad Bani, porte-parole de la branche militaire du Conseil national de transition (CNT), l'organe politique de l'ex-rébellion qui a chassé le colonel Kadhafi du pouvoir. Mais sur le terrain, les combattants revenant de ces deux villes parlaient d'une forte résistance des pro-Kadhafi qui utilisent roquettes, obus et artillerie lourde pour défendre leurs bastions.

A Bani Walid, une oasis située à 170 km au sud-est de Tripoli, de violents combats avaient lieu en fin d'après-midi après une contre-attaque des pro-Kadhafi qui a fait au moins un mort et plusieurs blessés dans les rangs du camp adverse, selon des combattants du CNT et un correspondant de l'AFP. «Ils ont rasé la position après l'avoir visée avec au moins sept roquettes de type Grad», a déclaré à l'AFP l'un des combattants du nouveau régime,

Omar Ali Ramadan, revenu du front, alors que les ambulances faisaient des allers-retours pour transporter les victimes. Déjà la veille, ces combattants avaient dû opérer un repli tactique dans la nuit pour éviter, selon eux, d'être pris sous les tirs des tireurs embusqués dans cette ville à la topographie compliquée. A Syrte, dans la région natale de Mouammar Kadhafi, à 360 km à l'est de Tripoli, les forces du CNT ont continué de progresser mais ont dû faire marche arrière sous le feu des pro-Kadhafi. Selon des sources médicales dans un hôpital de campagne, au moins 10 personnes ont été tuées et une quarantaine blessées, vraisemblablement toutes membres des forces du nouveau régime. Au moins 6 000 combattants du CNT sont mobilisés sur ce front, selon un commandant du Conseil militaire de Misrata, Salem Jeha, qui a assuré que l'aéroport au sud de la ville était désormais sous le contrôle total des pro-CNT. «Nous nous

concentrons désormais sur une poignée de bâtiments dans la ville et dans ses environs. Il y a des poches de résistance mais elles ne seront pas capables de vaincre les forces massives des révolutionnaires», a-t-il ajouté. Abdoul Rauf al-Mansouri, un combattant revenant du front, s'est montré nettement moins optimiste hier en fin d'après-midi. Selon lui, personne ne contrôle encore l'aéroport, et encore moins la ville : «Nous ne tenons même pas 5% de Syrte parce que nous ne faisons que pénétrer puis ressortir.» Dans plusieurs quartiers, les pro-Kadhafi ont attaqué les forces du CNT à l'artillerie lourde et à la roquette, tandis que ces derniers ont répliqué avec des roquettes Grad, selon une journaliste de l'AFP sur place. Le commandant Jeha a précisé que la moitié

des civils de la ville avaient fui, soulignant que les anti-Kadhafi faisaient leur possible pour éviter toute perte innocente. La ville était également survolée en permanence par des avions de l'Otan, qui a indiqué avoir touché 20 cibles vendredi dans cette zone. Alors que les affrontements faisaient rage, le CNT, déjà reconnu par environ 90 pays, s'est vu attribuer vendredi par l'Assemblée générale de l'ONU le siège de la Libye. Ce vote permet à son chef, Moustapha Abdeljalil, de participer à la réunion annuelle à New York, en marge de laquelle il doit rencontrer mardi le président américain Barack Obama. Le Conseil de sécurité de l'ONU a de son côté annoncé la levée partielle du gel des avoirs libyens et l'envoi d'une mission pour aider à la rédaction d'une nouvelle

Constitution et aider à organiser des élections. Les pays occidentaux ayant soutenu une intervention militaire en Libye ont salué cette double décision «historique» de l'ONU.

Le Conseil de sécurité a toutefois fait part dans sa résolution de son inquiétude sur la «prolifération des armes en Libye et son impact potentiel sur la paix et la sécurité dans la région». La résolution prévoit pourtant la possibilité de livraisons d'armes légères pour le maintien de l'ordre et une assistance technique au gouvernement de transition dans le domaine de la sécurité, ainsi que pour assurer la protection des personnels de l'ONU, des médias et des organisations humanitaires.

SYRIE

Lancement à Paris d'une coalition de partis d'opposants laïques

Une coalition de partis d'opposition syriens laïques a été officiellement lancée hier à Paris par une dizaine de formations musulmanes et chrétiennes, arabes et kurdes, qui ont appelé l'ensemble des minorités en Syrie à soutenir la lutte contre le régime de Bachar al-Assad.

Ces formations — assyrienne, syriaque, kurde, sunnite, laïque — ont créé la Coalition des forces laïques et démocratiques syriennes (CFLD), embryon d'une opposition syrienne de l'extérieur, laïque et démocratique, ont-t-ils indiqué à l'AFP. Leurs membres venus des Etats-Unis, d'Europe ou du Proche-Orient se sont réunis hier et aujourd'hui dans un grand hôtel parisien. «La Syrie de demain doit être pluraliste et pas dominée par les islamistes»,

a lancé la porte-parole de la coalition, Randa Kassis, membre du parti Hadatha. «Nous devons travailler ensemble à faire tomber ce régime (...) qui a torturé, exilé, tué», a-t-elle martelé. Plus de six mois après le début de la contestation populaire en Syrie violemment réprimée par les forces armées syriennes, l'opposition syrienne n'a toujours pas réussi à s'unifier. Elle est divisée entre opposants de tendance islamiste, souvent proches des Frères musulmans, et opposants laïques. Des lignes de fracture existent également entre Kurdes et Arabes, ainsi qu'entre chrétiens et musulmans. «Laïcs et islamistes n'arrivent pas à se mettre d'accord pour l'instant, c'est un processus lent, mais il y a des éléments des deux côtés qui peuvent réussir à faciliter le dialogue», a estimé Bassam a-Bitar, membre d'Alenfetah, parti basé à Washington. «Il s'agit de montrer

qu'il n'y a pas que les islamistes, les fanatiques, il y a nous aussi», a-t-il ajouté. La CFLD a aussi appelé les minorités syriennes à s'unir contre le régime alors qu'en Syrie, les minorités chrétienne et kurde notamment hésitent à se joindre au mouvement de contestation par peur des représailles du régime et de l'arrivée d'islamistes au pouvoir. «Nous encourageons les minorités religieuses à participer à la révolution syrienne», a déclaré Bassam a-Bitar. «C'est le moment d'unifier toutes nos forces», a renchéri Randa Kassis, membre du parti Hadatha. La Syrie est secouée depuis le 15 mars par un mouvement de contestation sans précédent, violemment réprimé par les autorités. Selon le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, 2 600 personnes ont été tuées dans la répression.

IRAK

Baghdad récupère plus de 100 millions de dollars au Koweït et en France

Le gouvernement irakien a récupéré en un mois plus de 100 millions de dollars placés sur des comptes de deux anciens dignitaires du régime de Saddam Hussein dans des banques au Koweït et en France, selon la commission irakienne de lutte contre la corruption. Mi-août, «avec l'aide de l'ambassade des Etats-Unis, 100,794 millions de dollars ont été retrouvés dans une banque au Koweït sur le compte d'un ancien responsable de l'ancien régime et ont été transférés au Fonds de développement de l'Irak qui est supervisé par le ministère de la Défense», a indiqué sur son site la commission pour l'intégrité (CPI). Par ailleurs, l'Irak va aussi récupérer «d'ici deux mois, 106 000 dollars déposés à l'Union des banques françaises et arabes (UBAF) et l'équivalent de 10 000 dollars en différentes devises dans d'autres banques françaises, au nom également d'un haut dignitaire» de l'ancien dictateur, a précisé la CPI. Le 8 septembre dernier, le chef de la lutte anti-corruption en Irak avait présenté sa démission en raison de pressions de partis politiques qu'il accuse de vouloir couvrir des malversations.